



LA VOIX DES SALARIÉS C'EST LA VOIX DE LA MAJORITÉ !

Pour gagner, renforçons notre engagement dans l'action !

Selon les derniers sondages de 69% à 74% de nos concitoyens se déclarent favorables au retrait de la loi « travail ». Même si les enquêtes d'opinion sont toujours à prendre avec précaution elles confirment un fait incontournable : malgré la pression politico-médiatique, les Français, et parmi eux les salariés qui représentent 90% de la population active, ont bien conscience qu'ils sont face à une loi qui dépouille les travailleurs de leurs garanties collectives pour mieux les soumettre à l'arbitraire patronal et aux seules exigences de rentabilité financière du capital.

Prétendument au nom de l'emploi, l'idée démente consiste à multiplier les petits boulots précaires et mal payés, à augmenter le temps de travail et réduire la rémunération des heures supplémentaires entreprise par entreprise. Peu importe si les salariés n'ont pas les moyens de vivre décemment ! L'essentiel est d'afficher de bonnes statistiques de l'emploi ! Cette loi de pure essence patronale a tout à voir avec les politiques que ce gouvernement fait subir à la fonction publique et à la DGFIP. Elles répondent toutes aux recommandations faites à la France par la Commission Européenne en mai 2015.

Les attaques contre le statut avec PPCR et Rifseep, les coupes massives dans l'emploi, les restructurations, les liquidations de missions, relèvent de la même logique : réduction des coûts et de l'intervention publique pour concentrer l'argent des contribuables sur la satisfaction des intérêts de la finance privée, précarisation des salariés dans le même objectif. La publication un jour de mobilisation nationale, du rapport « Laurent » sur le temps de travail dans la fonction publique s'inscrit dans la même logique, en stigmatisant une nouvelle fois les agents publics. Ce rapport remet en cause nos jours de congés et les jours dits de fractionnement.

Les luttes engagées par les agents de la DGFIP sur leurs revendications, dans un nombre croissant de départements ne sont donc pas détachées de la bataille essentielle contre la loi El Khomri.

Elles sont même totalement partie prenante de cette lutte interprofessionnelle car personne ne peut penser un seul instant que les agents de la DGFIP verront leurs revendications satisfaites isolément, alors que le gouvernement poursuit et renforce sa politique d'austérité, avec un autoritarisme qui ne fait pas honneur à la démocratie. La encore, nos concitoyens ne s'y trompent pas qui majoritairement rendent le gouvernement responsable du conflit social qui s'étend.

Gagner le retrait de la loi El Khomri et de nouvelles négociations pour un code du travail protecteur des salariés, c'est donc se donner les meilleurs atouts pour gagner sur nos propres revendications à la DGFIP.

DANS CE MOIS DE JUIN 2016, POUR GAGNER, SOYONS PLUS NOMBREUX ET PLUS FORTS DANS L'ACTION !

Dans cet objectif, la CGT Finances Publiques partage pleinement la déclaration commune des fédérations syndicales des Finances (voir au dos) et appelle les personnels de la DGFIP :

- À multiplier les échanges et informations entre eux et avec leurs organisations syndicales selon toutes modalités possibles (AG, Hmi,...) pour débattre des revendications et des actions à mener (journée du 2 juin et au delà...) ;
- À prendre en charge avec les organisations syndicales locales la mise en œuvre de la votation citoyenne dans tous les services de la DGFIP ;
- À décider de la grève et de leur participation à la manifestation nationale unitaire le 14 juin prochain à Paris à l'appel des syndicats CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF, UNL, FIDL.



PROJET DE LOI « TRAVAIL »

AUX FINANCES COMME DANS TOUS LES SECTEURS PROFESSIONNELS,

c'est NON !

Condamnant l'autisme du gouvernement, les fédérations des Finances Solidaires, CGT et FO s'inscrivent pleinement dans le communiqué unitaire des organisations CGT, FO, FSU, Solidaires et des organisations de jeunesse, UNEF, UNL et FIDL, en date du 19 mai 2016.

La continuité des mobilisations, les nombreuses manifestations ou rassemblements, les blocages, les reconductions de grève démontrent que la détermination demeure.

De nombreuses et nombreux actifs et retraités « *Finances* » s'engagent sous diverses formes, pour la défense des droits et garanties des salariés quel que soit leur statut.

En effet, si les garanties collectives disparaissent dans le privé, il y a fort à craindre que les garanties collectives statutaires du public soient également remises en cause. De plus, les dernières annonces de M. Sapin s'agissant des réductions d'effectifs et des baisses de crédits dans les ministères « *non-prioritaires* » ne feront qu'aggraver les conditions de vie au travail des agents.

Les fédérations Solidaires, CGT et FO proposent aux agents des administrations et des établissements économiques et financiers, d'amplifier les convergences public-privé et de s'inscrire dans les initiatives unitaires déjà proposées :

- ☛ **Le 26 mai, nouvelle journée d'action ;**
- ☛ **Le 14 juin, journée de grève interprofessionnelle avec manifestation nationale à Paris ;**
- ☛ **En participant massivement à la votation unitaire à venir pour obtenir le retrait de ce texte pour gagner de nouveaux droits permettant le développement d'emplois stables et de qualité.**

Elles conviennent de contacts réguliers pour organiser ces mobilisations.

Paris, le 23 mai 2016.